

Ces deux actes ont provoqué dans tout le Canada un tollé général. La Chambre des communes a adopté des résolutions exprimant l'inquiétude des Canadiens, avec une seule voix dissidente dans le cas de la résolution sur l'essai nucléaire d'Amchitka, et à l'unanimité pour ce qui est de la résolution relative aux dangers de pollution qui menacent la côte ouest du pays. On a promptement communiqué ces deux résolutions au Gouvernement des États-Unis. Nous croyons comprendre qu'elles ont été étudiées aux échelons supérieurs de l'administration américaine. Cette forme de protestation officielle du Parlement est sans précédent dans l'histoire des relations canado-américaines.

Récemment, la reprise des combats au Vietnam a redonné priorité à cette question dans la liste des sujets litigieux qui compliquent les relations entre le Canada et les États-Unis.

Mais, en regard de ces événements, il y a eu la visite fort réussie du Président Nixon au Canada. Dans les discours qu'il a prononcés lors de son séjour à Ottawa, il a fait preuve de perspicacité concernant les problèmes qui préoccupent le plus les Canadiens. Sa reconnaissance formelle des identités distinctes de nos deux pays en est un exemple; ses observations sur la propriété étrangère en sont un autre. Le point culminant de la visite a été la signature d'un nouvel accord bilatéral important concernant l'épuration commune des Grands lacs. Il ressort également de la discussion des questions internationales à laquelle la visite a donné lieu que les deux gouvernements voient du même oeil l'évolution de la situation internationale.

Permettez-moi maintenant de reprendre, pour exposer la position du Gouvernement, certains des événements que je viens de signaler. D'abord, les questions économiques. Je ne m'étendrai pas sur la surtaxe; c'est une affaire classée. Elle peut toutefois servir de leçon pratique en matière de stratégie. Vous vous rappelez peut-être que le Gouvernement avait à cette occasion fait l'objet de critiques pour être allé, servilement, comme certains l'ont prétendu, aux États-Unis soutenir que les relations spéciales du Canada avec les États-Unis appelaient un traitement particulier. À la réflexion, je ne crois pas qu'une telle critique soit fondée. J'estime que c'est là un exemple de cause entendue et jugée d'avance. Si le Gouvernement n'avait pas réagi promptement pour signifier sa profonde inquiétude, s'il n'avait pas signalé énergiquement aux États-Unis que les liens économiques entre nos deux pays sont enfin de compte uniques et que, par conséquent, des mesures comme la surtaxe risquaient de nuire au Canada de façon exceptionnelle, nous aurions été accusés d'inertie flagrante face à la menace indéniable qui pesait sur nos intérêts nationaux.